

INVESTIR AU CANADA

UN BULLETIN SUR LE CLIMAT D'AFFAIRES AU CANADA



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Vol. 1, N° 1 — Juin 1987

Voici le premier numéro d'*Investir au Canada*, un nouveau bulletin trimestriel portant sur les questions liées à l'investissement. Publié par Investissement Canada, ce bulletin a pour objet de rendre compte des tendances, des événements et des politiques intéressant ceux qui recherchent des possibilités d'investissement au Canada.

Investir au Canada contiendra des articles sur les investissements fructueux au Canada, des entrevues avec des experts dans ce domaine, des évaluations du climat international de l'investissement et des rapports sur les initiatives liées au développement de l'investissement. Il présentera en outre des analyses du milieu de l'investissement canadien et des articles expliquant en détail certains

indicateurs vitaux tels les mouvements des investissements qui entrent au pays et qui en sortent.

Investir au Canada reflète le mandat d'Investissement Canada qui est d'informer le public de l'importance de l'investissement pour l'avenir économique du Canada. ♦

Paul Labbé
Président

Investissement étranger record au Canada en 1986

par Ted Zahavich, analyste des politiques, Investissement Canada

L'entrée au Canada d'investissements directs étrangers et d'investissements de portefeuille étrangers dans les actions et les obligations canadiennes a atteint des niveaux sans précédent en 1986.

Investissement direct étranger

L'investissement direct étranger — à savoir l'investissement effectué par des étrangers dans des

entreprises canadiennes — a augmenté de façon spectaculaire et atteint les 6,8 milliards de dollars l'an dernier. Ce montant représente le double du niveau de 1985 et une hausse de près de 42 % par rapport au dernier record de 4,8 milliards de dollars établi en 1981.

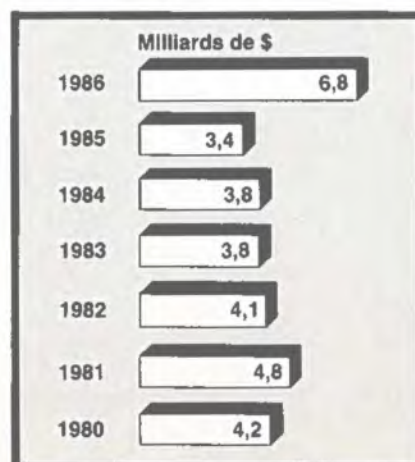
Environ 3 milliards de dollars, ou 44 % des 6,8 milliards de dollars investis directement au Canada, émanaient des États-Unis. C'est moins que les 50 % que les États-Unis ont investis en moyenne pendant la décennie de 1976 à 1985. L'investissement direct en provenance de pays autres que les États-Unis a cependant affiché une augmentation appréciable. En fait, l'apport de l'Europe, en particulier du Royaume-Uni, a été considérable.

Deux prises de contrôle d'entreprises à capitaux canadiens par des sociétés britanniques ont formé la majeure partie de l'entrée de capitaux en provenance du Royaume-Uni. Il s'agit de l'acquisition de 51 % de Mitel par British Telecom et de 50 % de Hiram-Walker par Allied-Lyons.

Les entreprises japonaises et américaines venaient au premier rang des investisseurs étrangers. Trois sociétés japonaises de fabrication d'automobiles —

Honda, Toyota et Suzuki — construisent actuellement des usines en Ontario. Hitachi, pour sa part, est en voie d'établir en Saskatchewan une usine pour la fabrication de boîtiers de turbines motrices. Deux entreprises américaines de haute technologie, LSI Logic et BioTechnica, ont implanté des installations en Alberta.

Flux bruts de l'investissement direct étranger au Canada 1980 — 1986



Source: Statistique Canada, Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux.

L'investissement au Canada: rendement et perspectives

Une entrevue avec Andrew Kniewasser

Occasions d'affaires au Canada — 1987

Conférence sur l'investissement ayant attiré 3 000 participants

Les nouveaux ambassadeurs du Canada dans le domaine de l'investissement

Conseillers nommés pour promouvoir l'investissement étranger au Canada

Incubateurs de petites entreprises

Investissement Canada publie une étude sur les incubateurs d'entreprises au Canada

Une entreprise norvégienne et une entreprise chinoise ont effectué d'importants investissements directs l'an dernier. Norsk Hydro construit au Québec une usine d'extraction de magnésium de 400 millions de dollars et China International Trust and Investment était l'un des partenaires d'une coentreprise dans l'acquisition d'une usine de pâtes de la Colombie-Britannique par Westar Timber.

Sur les 6,8 milliards de dollars d'investissement direct en 1986, environ 4 milliards ont été consacrés à l'agrandissement d'usines et à l'établissement de nouvelles entreprises. Le reste a servi aux acquisitions. Le niveau élevé de l'investissement direct

	Millions de dollars
1981	18 (4 %)
1982	151 (4 %)
1983	336 (9 %)
1984	226 (6 %)
1985	222 (6 %)
1986	2,800 (40 %)

étranger enregistré en 1986 était attribuable en grande partie au nombre accru d'acquisitions dont la valeur, soit 2,8 milliards de dollars, représente 40 % de l'investissement direct total de 6,8 milliards de dollars. Au cours de chacune des cinq dernières années, l'entrée de capitaux destinés aux acquisitions avait été inférieure à 10 % du total. Le tableau présente les montants des capitaux consacrés aux acquisitions depuis 1981, suivis des pourcentages qu'ils représentent.

Investissement direct étranger au Canada en 1986



La fabrication a reçu, et de loin, la plus grande proportion des investissements directs, suivie, ce qui est étonnant, du pétrole et du gaz — un secteur particulièrement faible en 1986. Le graphique montre la répartition par secteur de l'entrée d'investissements directs en 1986.

Bénéfices non répartis des entreprises étrangères

On ne possède pas encore les chiffres relatifs à la hausse de 1986 des bénéfices non répartis des entreprises étrangères. Historiquement, cependant, les hausses des bénéfices non répartis sont plus marquées que celles des entrées directes. Selon Investissement Canada, la valeur comptable de l'investissement direct étranger au Canada à la fin de 1986 était de 93 milliards de dollars, une hausse marquée par rapport aux 83,9 milliards de dollars de 1985. Environ la moitié de cette augmentation serait imputable à la croissance des bénéfices non répartis.

Investissement de portefeuille

On ne dispose pas de données détaillées sur les mouvements d'entrée et de sortie des investissements de portefeuille. On connaît cependant le résultat net de ces transactions, et celui-ci révèle certaines tendances importantes. En 1986, l'entrée nette d'investissements de portefeuille étrangers s'est élevée à 25 milliards de dollars, soit presque le double des 13 milliards de dollars de 1985 et plus du triple des 8,2 milliards de dollars de 1984.

Sur le total de 25 milliards de dollars, 2 milliards ont servi à acheter des actions canadiennes et 23 milliards des obligations canadiennes. Les institutions japonaises ont été les principaux acheteurs d'obligations. Dans la seconde moitié de 1986, les investisseurs japonais ont acheté pour 1 milliard de dollars d'obligations canadiennes par mois. Les investisseurs d'Europe et de Hong-kong ont été aussi d'importants acheteurs d'obligations canadiennes. Les investisseurs américains ont acheté plus de la moitié des actions mais une proportion plutôt faible des obligations. L'apport net des investisseurs américains dans

les actions canadiennes s'est élevé à 1,2 milliard de dollars en 1986, une baisse par rapport à 1985 (1,6 milliard). ♦

Occasions d'affaires au Canada 1987

Plus de 3 000 personnes du Canada et de l'étranger ont assisté à la conférence intitulée "Occasions d'affaires au Canada — 1987" qui s'est déroulée à Toronto les 18, 19 et 20 mars 1987. Cette conférence de trois jours sur le commerce et l'investissement a attiré un vaste éventail de représentants des secteurs privé et public du Canada ainsi que d'importantes délégations étrangères du Moyen-Orient, de Hong-kong, de Taiwan, de la République populaire de Chine et de la République de Corée.

Cette conférence sur les possibilités d'affaires au Canada a lieu chaque année afin d'explorer les possibilités d'investissements rentables qui s'offrent aux Canadiens et aux gens d'autres pays.

A la conférence de cette année, des orateurs distingués, dont des ministres des gouvernements fédéral et provinciaux et des membres éminents des milieux d'affaires canadiens et internationaux, ont exprimé leurs opinions sur le climat mondial de l'investissement et sur les perspectives de l'investissement au Canada. Des entreprises canadiennes, des gouvernements provinciaux et des municipalités ont tenu des stands et annoncé leurs possibilités d'investissement.

Cette année, la conférence a été parrainée conjointement par l'industrie privée canadienne et le gouvernement du Canada. Investissement Canada en a assuré la coordination pour le compte du gouvernement.

L'an prochain, la conférence "Occasions d'affaires au Canada — 1988" est prévue pour les 1^{er} et 2 juin 1988, à la place Bonaventure, à Montréal. Pour de plus amples renseignements, communiquer avec P. McEvoy Hull, au (613) 995-0759. ♦

L'investissement au Canada: rendement et perspectives

Une entrevue avec Andrew Kniewasser, président de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières



Outre la présidence de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières qu'il assume depuis 15 ans, Andrew Kniewasser a occupé tout au long de sa carrière des postes touchant de près aux questions du commerce et de l'investissement. En 1948, il entre au Service des délégués commerciaux du ministère de l'Industrie et du Commerce et occupe plusieurs postes à l'étranger. De 1960 à 1967, il occupe le poste de directeur général de la Compagnie de l'exposition universelle canadienne (EXPO 67). En 1970, il devient sous-ministre adjoint principal (Expansion de l'industrie et du commerce) au ministère de l'Industrie et du Commerce. Titulaire de l'Ordre du Canada, il est président de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières depuis 1972.

Dans l'entrevue qui suit, M. Kniewasser passe en revue le rendement et les perspectives de l'investissement au Canada.

En tant que président de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières, vous avez aussi bien que quiconque au pays sans doute une bonne idée de l'investissement au Canada. Dans quelle mesure le climat de l'investissement au Canada est-il sain?

A. Kniewasser

Au Canada, le climat de l'investissement — et je parle aussi bien du placement de portefeuille que de l'investissement direct — s'est sensiblement amélioré. Les Canadiens apprennent par expérience et ils ont compris beaucoup de choses au cours de la dernière décennie.

Collectivement, nous avons appris à mieux diriger notre pays et notre économie. Individuellement, nous avons découvert le secret d'une plus grande productivité.

Vous voyagez beaucoup à l'étranger et êtes régulièrement en contact avec les milieux de l'investissement d'autres pays. Les perceptions du climat de l'investissement au Canada ont-elles évolué?

A. Kniewasser

Oui. Si vous posez cette question à Londres, à Francfort, à Paris, à Tokyo, à New York ou ailleurs, on vous dira que la scène canadienne est très intéressante — plus intéressante que par le passé. On sera sûrement d'accord pour dire que la gestion économique du pays est devenue plus professionnelle, et pour affirmer aussi qu'on a fort bien réussi à réunir des investissements dans ce que j'appellerais un climat de stabilité politique et social sur le plan des investissements directs des entreprises.

Vous savez, le Canada est un endroit où il fait bon vivre et travailler; c'est aussi un choix excellent pour l'investissement. Nous, Canadiens, avons souvent sous-estimé les investissements énormes que nous avons faits au chapitre des arrangements constitutionnels ou linguistiques. Certains d'entre nous commencent à comprendre que ces arrangements comptent parmi les meilleurs. Parmi toutes les choses que j'ai dites en Europe avant Noël, je crois que c'est ce point qui a retenu la plus grande attention. Le monde entier devient de plus en plus interdépendant. Le Canada et l'Allemagne de l'Ouest sont les deux pays du monde les plus dépendants sur le plan international. Et, en l'an 2000, ce sera, et de loin, le Canada.

Pensez-vous surtout au commerce?

A. Kniewasser

J'ai à l'esprit l'ensemble des activités — les importations matérielles directes, mais aussi le commerce et les finances. À l'heure actuelle, nous sommes le pays le plus dépendant du monde à l'égard de la technologie. L'avenir du Canada dépend de sa capacité à s'internationaliser davantage. Nous le savons. L'expérience que nous avons acquise en cherchant à accommoder des gens différents au sein de notre propre pays nous sera des plus utiles dans nos transactions avec les gens d'autres pays. Nous avons appris à comprendre et à respecter ceux qui parlent d'autres langues, qui viennent de milieux différents ou qui ne nous ressemblent pas. C'est là que résideront nos plus grandes forces dans les années à venir.

Le Canada s'ouvre davantage au monde, mais le monde s'ouvre-t-il davantage au Canada? Qu'en est-il du protectionnisme? Le percevez-vous comme un phénomène provisoire ou de longue durée?

A. Kniewasser

Je crois qu'il s'agit d'un phénomène provisoire. Ainsi que je l'ai dit il y a quelques instants, le monde est en train de devenir de plus en plus interdépendant. Même les pays qui se croient indépendants du reste du monde se rendront vite compte qu'ils se trompent. Nous vivons dans un monde planétaire et, de ce point de vue, le Canada se situe au sommet.

Croyez-vous qu'il subsiste une certaine poussée en faveur de la libéralisation du commerce?

A. Kniewasser

Nous accusons de temps à autre des reculs momentanés. Il y a un lien direct entre le progrès économique et le progrès politique ou, si vous préférez, culturel. Mais plus nous réussissons à présenter au monde entier des modèles de croissance, des taux d'intérêt et des possibilités raisonnables, plus ces idées isolationnistes disparaîtront.

Si le Canada et les Etats-Unis parviennent à négocier un accord de libre échange, croyez-vous que cet accord aura une incidence sensible sur l'économie canadienne ou plutôt qu'il confirmera plus ou moins l'accord commercial qui existe déjà?

A. Kniewasser

En fait, les échanges avec les Etats-Unis sont presque totalement libres actuellement. Nous devons toujours tenter d'améliorer non pas seulement notre accès à ce marché, mais aussi les mécanismes qui permettent de résoudre les différends commerciaux.

A votre avis, les négociations seraient donc un succès si les Etats-Unis et le Canada mettaient en place un mécanisme de règlement des différends commerciaux?

A. Kniewasser

Oui, je crois que c'est ce qui importe le plus. Nous touchons là, à mon avis, le vif du sujet. En fait, le monde entier devrait négocier un meilleur accès aux marchés et nous devrions être au premier plan de ce processus. Nous devons attacher une importance égale aux négociations du GATT et rechercher des marchés d'exportation partout dans le monde, et non pas seulement aux Etats-Unis.

Oui, le Canada continuera de dépendre de

l'investissement étranger.

Mais nous voudrions que cet investissement nous apporte davantage, et nous y participerons dans une plus grande mesure que par le passé.

Le Canada a de tout temps beaucoup compté sur l'apport de capitaux et de technologies de l'étranger. Croyez-vous que l'investissement étranger continuera de jouer au pays un rôle aussi important que par le passé?

A. Kniewasser

Oui, car je ne crois pas que nous nous mettions à moins dépendre du reste du monde sur le plan de l'investissement. Ce sont les modèles qui changeront. En termes réels, nous aurons dans le pays, au cours des 20 prochaines années, un taux d'investissement deux fois plus élevé qu'au cours des 20 dernières années. Ces investissements se déploieront de plus en plus dans l'ensemble du pays — vers l'ouest, vers l'est, et vers le nord, en termes relatifs. Le centre du pays continuera d'attirer plus de capitaux d'investissement en termes absolus, mais moins que dans le passé en termes relatifs.

Les nouveaux types d'investissement viseront les entreprises de technologie dans une plus large mesure. Les investissements dans des projets uniques seront plus rares. Nous nous efforcerons davantage de regrouper les connaissances et d'établir des coentreprises. De plus en plus, nous comprendrons toute l'importance de la participation et de tout ce qui accompagne l'investissement, et non pas seulement celle de l'argent. Oui, le Canada continuera de dépendre de l'investissement étranger. Mais nous voudrions que cet investissement nous apporte davantage, et nous y participerons dans une plus grande mesure que par le passé.

A part les Etats-Unis, d'où croyez-vous que viendront ces investissements?

A. Kniewasser

Deux sources importantes seront l'Allemagne et le Japon. Ces pays ont des économies dynamiques et développées qui ont généré des surplus considérables au chapitre de la balance des paiements. Au Japon, l'an dernier seulement, 80 milliards de dollars. Cet argent sera investi dans les économies en pleine croissance où les possibilités sont les plus grandes.

Dans quelle mesure le Canada a-t-il réussi à attirer l'investissement japonais?

A. Kniewasser

Je crois que les Japonais sont, et de loin, ceux qui font le plus de placements de portefeuille au Canada. Nous commençons aussi à recevoir beaucoup plus d'investissements directs japonais. Les investissements dans les usines de fabrication d'automobiles sont très visibles et très importants, et il y en aura d'autres. Une autre chose à considérer est le capital-actions; les ratios cours-bénéfices sont aujourd'hui de 50 à 60. Les Japonais regardent de plus en plus du côté des actions canadiennes pour placer leur argent. Ils ont découvert tout récemment que l'attitude des Canadiens à l'égard de l'investissement s'est véritablement modifiée.

Nous avons l'habitude de croire, notamment pendant les années 40, 50 et 60, que la prospérité était automatique au Canada. Eh bien, nous savons maintenant que tel n'est plus nécessairement le cas. Nous devons gagner notre avenir, nous devons être capables d'attirer des gens, de l'argent, des idées et des technologies. Nous devons devenir plus productifs. Nous avons adopté à l'égard de la productivité une attitude toute nouvelle qui nous faisait défaut depuis longtemps. Les statistiques en témoignent, ainsi que les augmentations salariales, et l'intelligence des entrepreneurs qui appliquent la technologie dans leurs activités.

Quelles sont les estimations de l'Association en ce qui concerne les besoins du Canada en capitaux au cours de quelques prochaines années?

A. Kniewasser

D'ici à l'an 2000, nous effectuerons quelque 2 billions de dollars de nouveaux investissements dans les entreprises.

Environ 10 % du financement viendra de l'extérieur. La majeure partie de cet argent émanera des entreprises. Dans le passé, l'investissement des entreprises a été de l'ordre de 75 %. Il passera à 85 %. Par conséquent, une plus grande proportion de l'investissement au Canada proviendra du secteur privé — aussi bien du secteur privé canadien qu'étranger.

Notre économie a énormément changé. Les ressources sont demeurées importantes, mais l'économie s'est sensiblement diversifiée. La croissance des industries de services est extraordinaire. Quand nous voyageons à travers le pays, nous rencontrons, et c'est assez incroyable, des gens de Saskatoon, d'Edmonton, d'Halifax, et d'ailleurs, qui ont lancé de petites entreprises, à saveur technologique parfois, fondées sur des idées mises au point dans des universités ou des collèges communautaires locaux. Lorsque ces projets ont à leur tête des

entrepreneurs intelligents et font l'objet d'une participation gouvernementale raisonnable, il existe alors d'un bout à l'autre du pays une infrastructure extraordinaire de petites entreprises axées sur la technologie.

Cela laisse supposer notamment que notre stratégie à l'égard de l'investissement étranger doit désormais être différente de ce qu'elle était dans le passé. Nous devons encourager, et ce à l'échelle du monde, plus de petites entreprises commerciales, plus de gens ayant des connaissances et plus de gens s'intéressant aux industries de services à examiner les possibilités qui existent au Canada.

Vous avez soulevé la question de notre stratégie concernant l'investissement. A votre avis, l'adoption en 1985 d'une nouvelle politique sur l'investissement et la création d'Investissement Canada ont-elles eu une incidence appréciable sur les attitudes des investisseurs?

A. Kniewasser

Oui, je crois qu'à l'étranger l'Agence d'examen de l'investissement étranger était perçue comme une chose négative, un organisme de sélection, et que la procédure était longue et laborieuse. Evidemment, le gouvernement précédent avait commencé à rendre cet organisme moins lourd et moins bureaucratique. Je crois que les modifications qui ont été apportées, dans la loi et dans l'esprit de la loi, vont dans la bonne direction. Nous avons affirmé de nouveau que nous recherchions sérieusement des investissements pour le Canada et cela a été entendu. Je voyage à travers le monde et me rends compte que la procédure en vigueur suscite moins d'inquiétude aujourd'hui.

Donc, les politiques d'investissement ne sont plus perçues comme un obstacle de taille?

A. Kniewasser

C'est juste. Cependant, je recommande au gouvernement d'aller plus loin, de se tourner vers le secteur privé et, à titre d'expérience, de recruter des gens d'affaires expérimentés pour aller travailler dans des postes clés à l'étranger, ayant précisément pour mandat de parler d'investissement au Canada. Le gouvernement a nommé des conseillers en investissement et l'expérience s'est révélée fort utile. Rien ne vaut un entrepreneur discutant avec un autre entrepreneur pour mener à la réalisation d'un projet d'une manière bien précise.

Un élément de l'approche du gouvernement est d'encourager les Canadiens à investir. Quelle est votre opinion à ce sujet?

A. Kniewasser

Je vois davantage le rôle interne du gouvernement fédéral comme étant de mettre en place une politique fiscale sensée et de faire tomber les barrières qui nuisent au commerce interprovincial.

Le gouvernement a réalisé des progrès considérables dans ces domaines. Le démantèlement du Programme énergétique national était une initiative tout à fait louable. La volonté de notre ministre des Finances de s'attaquer au déficit et de maîtriser les finances est d'importance critique en ce qui concerne la confiance des investisseurs.

Les stimulants que le gouvernement fédéral intègre au régime fiscal, et qui prévoient une exemption de 500 000 \$ sur les gains de capital, revêtent une importance critique dans le financement des petites entreprises. Au Canada, il y a dix ans, le ratio de l'endettement était de l'ordre de 80 %, alors qu'il était de 50 % aux Etats-Unis. Aujourd'hui, ils sont presque les mêmes dans les deux pays. L'an dernier, près de 50 % de tout le nouveau financement des sociétés au Canada a pris la forme de capital-actions. Cela signifie que les bilans des entreprises canadiennes affichent un pourcentage plus élevé de capitaux permanents que tout autre pays du monde. ♦

*Entrevue réalisée
par Alan Darisse*

Nouveaux ambassadeurs de l'investissement au Canada

L'an dernier, le gouvernement du Canada a nommé des conseillers spéciaux en investissement, recrutés dans le milieu des affaires, pour ses principaux marchés de développement de l'investissement, soit la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, le Japon, Hong-Kong et les États-Unis. Les conseillers en investissement, choisis pour leur expertise en développement des affaires dans le secteur privé, encouragent activement l'investissement de haute qualité au Canada.

En plus d'offrir aux investisseurs éventuels des informations visant à leur faciliter la prise de décisions concernant l'investissement, ils organisent des conférences et des séminaires sur le Canada, élaborent et réalisent des stratégies et des activités promotionnelles, établissent des

relations avec des décideurs de sociétés et recensent les possibilités d'investissement au Canada et des partenaires canadiens potentiels. Ils aident en outre les Canadiens qui recherchent de nouveaux capitaux, des partenaires d'investissement ou une nouvelle technologie.

Basés dans les bureaux diplomatiques des Affaires extérieures, les conseillers travaillent en étroite collaboration avec le ministère de l'Expansion industrielle régionale ainsi qu'avec Investissement Canada à l'élaboration et à la mise en œuvre de programmes d'investissement pour leurs marchés.

Le programme canadien de développement de l'investissement international est également mise en œuvre dans 45 autres délégations canadiennes à l'étranger, par des agents commerciaux spécialement chargés de l'investissement. ♣

Voici la liste des conseillers spéciaux en investissement du Canada:

Michael Howard
Attaché (Investissement)
Ambassade du Canada
7-3-38-Akasaka, Minato-ku
Tokyo 107
Japon
Tél: (03) 408-2101/8
Télex: (72) 22218
DOMCAN J22218

Edgar Sarton
Conseiller en investissement
Ambassade du Canada
Friedrich-Wilhelm-Strasse
18
D-5300 Bonn
République fédérale d'Allemagne
Tél: (011-49-228) 231061
Télex: (41) 886421
DOMCA D

Victor Clarke
Conseiller spécial
(Investissement)
Haut commissariat du Canada
One Grosvenor Square
Londres, W1X 0AB,
Angleterre
Tél: (011-44-1) 629-9492
Télex: (51) 261592
CDALDN G

Jean-Pierre Mathieu
Conseiller en investissement
Ambassade du Canada
35, avenue Montaigne
75008 Paris
France
Tél: (1) 47.23.01.01
Télex: (42) 280806
CANAD A 280 806F

John Morand
Conseiller en investissement
Consulat général du Canada
1251, Avenue of the Americas
New York, New York
Etats-Unis
10020-1175
Tél: (212) 586-2400
La nuit: 586-2406
Télex: 00126242
DOMCAN NYK

Lorne Dyke
Conseiller en investissement
Consulat général du Canada
300 South Grand Avenue
10^e étage
Los Angeles, Californie
Etats-Unis
90071
Tél: (213) 687-7432
Télex: 00674119
DOMCAN LSA

L. Ten Hoopen
Agent commercial
(Investissement)
Ambassade du Canada
Sophialaan 7
2514 JP, La Haye
Pays-Bas
Cable: DOMCAN THE
HAGUE
Tél: (70) 614111
Télex: (code de destination
44) 31270
(31270 DMCN NL)

Dan Lawrence
Agent de l'investissement
Commissariat du Canada
P.O. Box 11142
General Post Office
11th-14th Floors
Tower 1, Exchange Square
8 Connaught Place
Hong-Kong
Cable: DOMCA HONG
KONG
Tél: 5-8104321
Télex: (802) 73391
(73391 DOM CA HK)

Incubateurs de petites entreprises

Investissement Canada publie une étude exhaustive sur les incubateurs de petites entreprises au Canada.

Il s'agit d'une technique très utilisée en Europe et aux États-Unis. L'objectif des incubateurs est de stimuler la croissance des petites entreprises en leur offrant des conditions favorables aux premières étapes, les plus critiques, de leur développement.

Les incubateurs typiques offrent aux entreprises qui démarrent de l'espace à faible coût dans une installation commune, des services de bureau partagés et des conseils professionnels sur place. En outre, ils peuvent habituellement aider les petites entreprises locataires à réunir des capitaux aux étapes critiques de leur évolution.

L'étude d'Investissement Canada renferme un examen de la performance des incubateurs canadiens, des descriptions de ces installations, des résumés des entrevues tant avec des administrateurs qu'avec des locataires, ainsi qu'une analyse des avantages et des difficultés inhérentes à cette forme de développement des petites entreprises.

Cette étude sera disponible le 1^{er} juillet 1987. Pour en obtenir une copie sans frais, demandez la publication n° RE-87-01 auprès du:

Gestionnaire des publications
Investissement Canada
B.P. 2800
Succursale "D"
Ottawa (Ontario)
K1P 6A7 ♣

Investir au Canada est publié chaque trimestre par Investissement Canada. Pour formuler des commentaires ou obtenir des exemplaires, communiquez avec:

Le rédacteur en chef, *Investir au Canada*, 235 Queen, 5^e étage ouest, Ottawa (Ontario), K1P 6A5, tél.: (613) 995-9630.